

## L'ONU dénonce des crimes au Burundi encouragés par les autorités

@rib News, 05/09/2018 Source Reuters Des crimes contre l'humanité se sont poursuivis au Burundi en 2017 et 2018, encouragés par le discours haineux des autorités et du président Pierre Nkurunziza (photo), rapporte mercredi une commission d'enquête des Nations unies mandatée il y a deux ans par le Conseil des droits de l'Homme.

"La commission a des motifs raisonnables de penser que des crimes contre l'humanité continuent d'être commis au Burundi", écrit-elle dans son dernier rapport. "Ces crimes incluent des meurtres, des emprisonnements et autres privations graves de liberté physique, des actes de torture, des viols et autres formes de violences sexuelles de gravité comparable, et des actes de persécution pour des motifs politiques." "Ce climat de mépris pour les droits de l'homme continue d'être alimenté par les appels répétés à la haine et à la violence des autorités, y compris le chef de l'Etat et membres du CNDD-FDD (le parti au pouvoir)", ajoute le document. L'an dernier, le même panel avait mis en cause des responsables de haut rang dans la commission de crimes contre l'humanité. Les autorités de Bujumbura ont tenté sans succès de bloquer le travail de cette commission avec laquelle elles refusent de coopérer. Depuis que Pierre Nkurunziza a décidé de briguer un troisième mandat en 2015, le Burundi est en proie à des violences qui ont fait des centaines de morts et un demi-million de déplacés. En mai dernier, une réforme constitutionnelle approuvée par référendum a validé des amendements qui permettront en théorie à Pierre Nkurunziza de rester au pouvoir jusqu'en 2034. Âgé de 54 ans, le président burundais est un ancien professeur de sport qui a combattu dans les rangs des Forces de défense de la démocratie pendant la guerre civile. Il appartient à la majorité hutue. Il est arrivé au pouvoir en 2005, à la fin d'un conflit de douze ans qui a fait 300.000 morts. La commission d'enquête de l'Onu juge que la politique du gouvernement, qui alloue des ressources aux forces de sécurité aux dépens des services sociaux et accroît la dette, a créé dans le pays une situation d'urgence humanitaire, encore aggravée par la corruption. "En l'espace de deux années le nombre des personnes 'dans le besoin' (...) est passé de 1 à 3,6 millions, soit plus de 34% de la population", souligne le rapport.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});